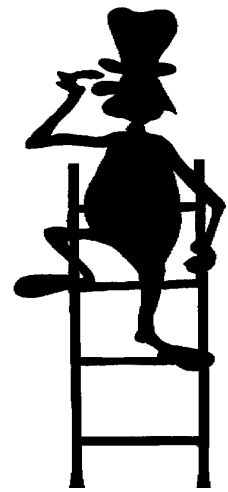


La Courte

du  Calvados - octobre 2004

N° 70

Le seul journal que vous devez lire au bureau



Un marchand de canons en pinçait pour l'information

De papa il avait hérité du pognon

Mais aussi des canons, des avions

Et des idées politiques à la con

Grâce à tous ses euros il prit d'assaut les journaux

Et mit la main sur l'Express et le Figaro

Point de presse mais des godillots

Pour vendre du papier, des fusils et flatter son ego

De l'information saine il fit son credo

Pour répandre la bonne parole des libéraux

Redonner à tous le goût du boulot

Et hors de France bouter les cocos

**Persuadé de sa mission, il entrepris le lavage de
cerveau**

Comme modèle il prit Jean-Pierre Pernaut

Pour conforter les bourgeois et anesthésier le populo

Contre les 35 heures, l'ISF et tous les impôts

Radios, journaux, satellites ou hertziennes

Pour gagner la confiance

Les patrons jouent les mécènes

Des médias qui façonnent les consciences



**Quand même une bonne
nouvelle pour la rentrée :**

**La Courte Echelle n'est
pas passé dans les
mains de DASSAULT !!!**

*Sommaire du
N° 70*

Editorial : Solidarités ?; P..., c'qu'il est blême mon HDI ; Aimez-vous les sondages ? Noel en été ; Paradoxe ; Pour baisser les impôts ; La Presse sous pression ; Coluche Revival ; A peine 8% de travailleurs syndiqués en France ; Vendeurs de larmes ; Chacun pour soi et Dieu pour tous ; Patrons Français : Qui perd gagne.

EDITORIAL : **SOLIDARITES ?**

Deux inspecteurs du travail abattus : Le retour des milices patronales

Un assassinat. Un crime qui aurait du être unanimement condamné. Pourtant certains syndicats professionnels comme la FNSEA tentent d'apporter un début d'explication à ce crime et appellent "l'attention de tous sur les conditions de vie de plus en plus difficiles de nombreux exploitants." La presse a traité le sujet en quelques mots et nos ministres se sont montrés bien discrets.

Le dénigrement systématique des agents de l'état et de la fonction publique, la remise en cause de la protection sociale et de la fiscalité par le patronat sont des éléments d'explication qui font qu'on arrive à ce genre de drame. On attend de notre employeur autre chose que de la compassion, mais un soutien et une condamnation claire. Les centres des impôts attaqués ou dynamités, les agences pour l'emploi, les préfectures dévastées, les attaques physiques sur des personnels de l'état, tous ces actes de violence ne doivent plus restés impunis et servir de défouloir à des gens qui se trompent souvent d'interlocuteur, qui réclament moins d'état quand cela les arrange et plus de solidarité nationale quand ils rencontrent des difficultés.

A force de dire qu'il y a trop de fonctionnaires et que l'on doit supprimer des postes, on finit par les éliminer.

Etrange silence au niveau syndical à la DGI. Ce drame aurait pu arriver à l'un de nous. Mais aucune initiative, pas une heure de grève, pas une minute de silence, non rien...

Nous sommes pourtant en première ligne. Faire notre boulot, d'accord. Nous faire tirer comme des lapins, pas question. Il va falloir que l'administration, non, qu'au sommet de l'état, on nous explique ce qu'on attend vraiment de nous. Si les contrôles doivent être abandonnés, si la loi peut être bafouée, si l'Etat compte laisser faire, qu'il le dise clairement. Qu'il légifère, qu'il réécrive le code du travail, qu'il supprime la protection sociale, qu'il dévoile au grand jour ses projets de casse sociale, mais qu'il n'envoie pas ses agents au casse pipe. Nous ne serons pas les martyrs de la république. Le silence de plomb qui entoure cette affaire rend le pouvoir complice de ce meurtre. Notre ministre tellement médiatique, ancien premier flic de France, n'a rien trouvé à dire. Un silence assourdissant !



Putain c' qu'il est blême mon HDI 22m²....

D'accord Renaud l'avait trouvé avant moi cette phrase, et alors ?

Mais d'autres avait aussi trouvé comment loger une personne dans moins de 6m², avec son bureau, son pc, son écran pas plat et ses imprimantes pas silencieuses (avec fonction vibreur comme sur mon portable !)...

Prenez le Japon, même chez eux, les pauvres japonais des villes n'ont guère plus que ça pour se loger....

Et ailleurs hein ? Quand la BIRD et le FMI sont passés, y en a qu'on plus rien du tout.

Alors ? De quoi se plaint-on ? Heu, sécurité ?

Mais non, tu vas pas faire ton anarcho-syndicalo-rétrograde avec des idées éculées depuis l'an 40 (vous savez Pétain....).

Heu, conditions de travail ? Nous emmerde pas trop, t'es pas au Maroc en train de suer sang et eau dans un centre d'appel téléphonique payé 120 euros pas mois ! C'est vrai qu' ça pourrait être marrant cette histoire....

Mais voilà, moi ça m' fait pas rire. Imaginez un contribuable qui n'a pour seul moyen de locomotion qu'un fauteuil roulant. Vous croyez que ça va

le faire marrer de négocier le virage de la rascasse avant de tomber dans les escaliers?

NON !

C'est vrai qu'elle est belle cette rampe à Délivrande, mais comment faire passer un fauteuil quand il n'y a qu'un mètre entre un poteau...et les escaliers ?

Imaginez aussi un peu une bonne canicule, du genre pleins de morts et un jour férié supprimé à la clé... vous croyez qu'ils vont trouver ça chouette nos collègues et nos contribuables de se faire cuire la couenne sous une verrière dernier cri ?

Bon ils ont quand même de superbes sièges bien confortables et bien bas....On ne sait pas encore trop comment feront les moins téméraires pour réussir à se relever, mais bon, on allait quand même pas faire intervenir un bureau d'étude pour ça?

Sinon, c'est vrai que c'est spacieux, et que l'espace est bien repartit et bien équilibré....250 m² pour les contribuables et 2 m² pour les agents....j'exagère à peine quand je dis ça. Mais le bureau "témoin" fait 22 m² avec 4 agents, 4 bureaux, 4 écrans, 4 pc, 4 imprimantes... y a aussi un beau meuble et une perche centrale pas adapté aux bureaux (ou l'inverse....).

Et dire qu'un emmerdeur a un jour préconisé 10m² par agent....

C'était possible, mais il valait mieux réserver les 3/4 de l'espace au contribuable qui se déplace grosso merdo une fois par an pour la campagne d'impôts sur le revenu plutôt qu'aux agents, qui y travaillent à peine toute l'année.

Et vu que les contribuables à mobilités réduites ou handicapés ne pourront jamais parvenir jusqu'à l'accueil, va-y en avoir de la place pour les autres !

Je vous épargne le volet sécurité de la chose. Enumérer chaque multiprises, hubs, rallonges et fils courants par terre serait trop long. Et puis tout le monde s'en pètent des normes électriques...si, si, vous savez, ces petits gribouillis au dos des multiprises qui indiquent ce qui doit se faire ou pas...toutes ces normes enquinantes qui nous empêchent de cramer quand bon nous semblent.....

A part ça, ils comptent disposer, pour contrer le bruit qui risque d'être insupportable les jours de pointes, des plantes acoustiques. J' vous laissent imaginer toutes ces petites plantes, qui avec leurs feuilles musclées et agiles iront d'un son à l'autre pour l'arrêter, l'assommer et le piétiner : méchant bruit fallait pas venir ici !

Pour conclure, je n'aurais que ces quelques mots, qu'un jour un esclave Noir dit à son négrier (lorsque celui avait consentit à ne lui couper que la main au lieu du bras pour avoir méchamment répondu à son maître) :

Me'ci Pat'on !



Aimez-vous les sondages ? :

La réponse est dans la question : Après les tests de l'été : « êtes-vous plage ou montagne, fidèle ou infidèle, pastis ou Ricard », voici la rentrée et ses sondages à la con. « Etes-vous prêt à renoncer aux 35 heures pour conserver votre emploi » Si je vous dis que les oui sont majoritaires, vous me croyez ? Bientôt de nouveaux sondages encore plus étonnants :

- Etes-vous prêt à travailler le samedi et le dimanche pour conserver votre emploi ?
- Etes-vous prêt à travailler deux fois plus pour deux fois moins ?
- Etes-vous prêt à vous faire... ?

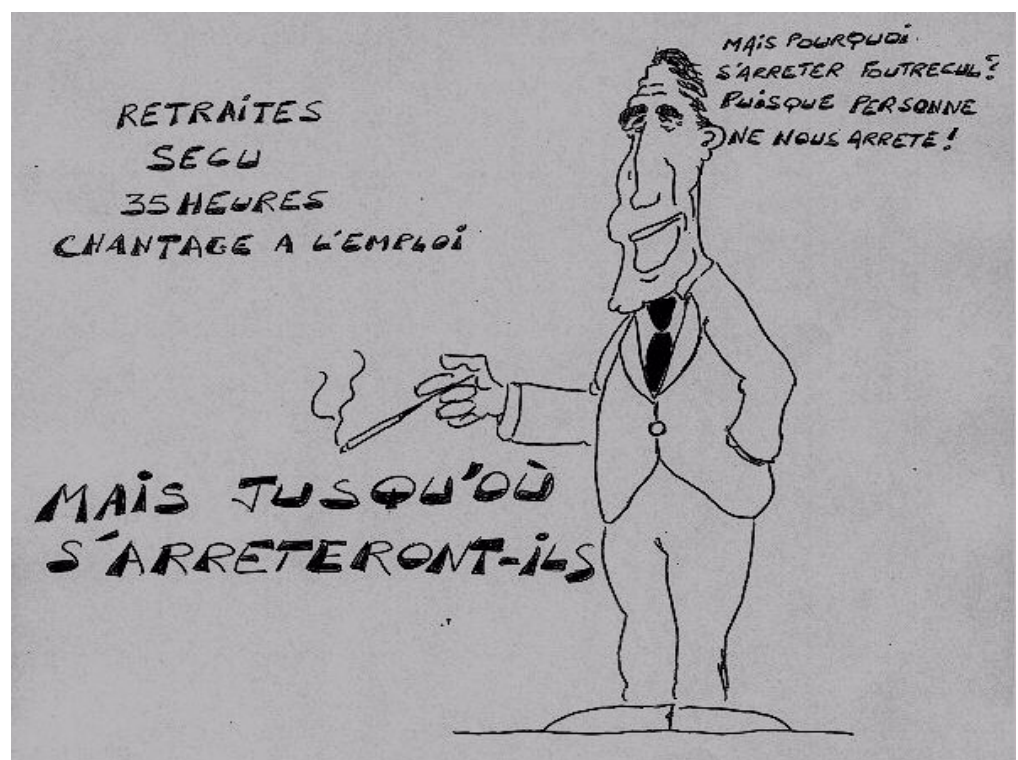
C'est malheureusement sans limite.

NOEL en été : On fait un cadeau fiscal de 3,8 milliards d'euros de cadeau fiscal à Vivendi Universal (VU), en échange de la promesse de créer 600 postes et d'aider à la création de 1 500 emplois. On savait qu'ils étaient bien payés les mecs chez Vivendi, mais ça se confirme.

Paradoxe :

La sécu a été créée après la guerre, quand le pays en ruine sortait de 5 années de guerre.

Et aujourd'hui alors que la France est la 4^{ème} puissance économique mondiale cela ne serait plus possible ?



Pour baisser les impôts :

Le gouvernement va supprimer 8.000 à 10.000 postes de fonctionnaires. Si, par je ne sais quel miracle, cela pouvait créer autant d'emploi dans le privé. Mais non.

10.000 postes en moins. C'est du service public en moins et 10.000 personnes qui restent sur le carreau.

LA PRESSE SOUS PRESSION

Vous allez penser que c'est un peu facile d'écrire cela plusieurs semaines après le dénouement de l'histoire, mais dès le départ cette agression dans le RER, m'a semblée louche. Pas de témoin et une agression anti-sémite sur une non-juive. J'avoue que j'étais plutôt sceptique, mais à écouter les infos (on les croit bien informés) le fait était indiscutable. Il y avait déjà eu l'histoire du chauffeur de bus qui s'était lui-même aspergé d'essence qui aurait du rendre les journalistes plus méfiants. Ou bien encore le coup monté contre le bagagiste de Roissy. Les exemples ne manquent pas. On aurait pu mettre un peu de conditionnel dans les articles et les déclarations au lieu d'affirmer. Mais en ce début du mois de juillet l'atmosphère lourde et pesante autour de cette affaire interdisait la moindre question et la moindre suspicion. S'interroger, c'était être anti-sémite, même si la fille n'était pas juive. Dingue !

Cet été qui ne fut pas celui de la canicule trop attendue fut malheureusement tout aussi irrespirable malgré la fraîcheur des températures. Les actes de racisme et les profanations de cimetières, œuvres au noir de racistes illuminés ou satanistes désœuvrés et rarement, mais je peux me tromper, de commandos organisés, se sont multipliés au point de devenir contagieux. Comme si après les nuits incendiaires de la St Sylvestre s'ouvrait une nouvelle compétition autrement plus écœurante et nauséuse. Mais encore une fois, là où on attendait de la presse rigueur et prudence ce ne furent souvent qu'amalgames et précipitations. Ainsi plusieurs agressions d'abord qualifiées d'antisémites se sont révélées finalement n'être que de tristes faits divers. Il ne s'agit pas ici de nier l'antisémitisme, bien au contraire, mais de dénoncer un empressément médiatique qui s'avère être contreproductif en rendant moins crédible une cause que tout le monde voulait défendre et en apportant de l'eau au moulin de ceux qui souhaitent minimiser ce problème. On est en droit d'attendre de la presse qu'elle donne des informations exactes et qu'elle évite les supputations hasardeuses et dangereuses. Dans ces périodes troubles où elle devrait jouer le rôle du rappel à la raison, au calme et à la réflexion, elle ne fait qu'alimenter l'irrationnel.

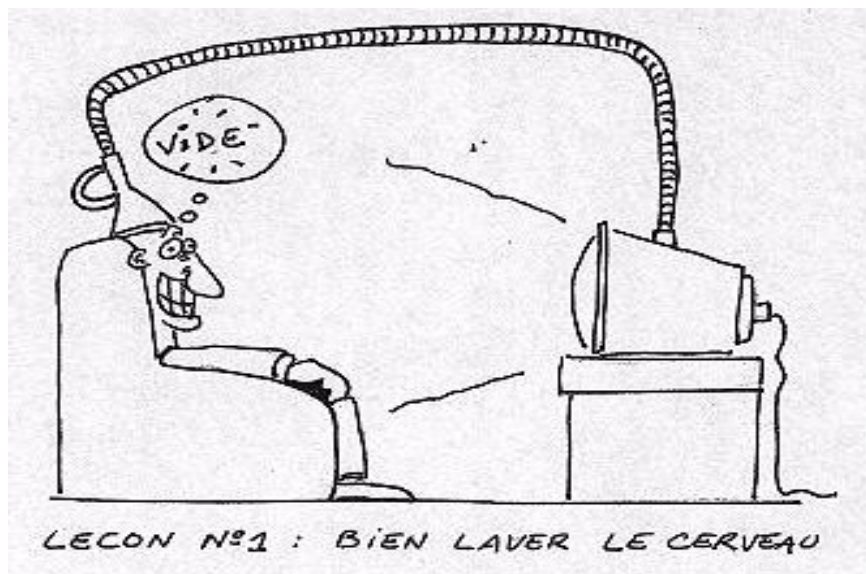
Au delà du fait divers dont le traitement médiatique peut toutefois avoir des conséquences politiques (voir les dernières élections présidentielles), ce qui est ennuyeux, ce sont les erreurs qui se répètent mais aussi cette unanimité qui devient trop habituelle dans l'information. C'est ainsi. Là où on attend de l'explication, de l'investigation, un peu de recul sur l'événement, on ne trouve que précipitation, chasse au scoop et suivisme. Aujourd'hui les médias n'informent plus mais semblent se suivre aveuglément et recopier sans traduction le flot incessant des informations. C'est du brut, démerdez-vous. Pas de débat contradictoire ou si peu, comme si se démarquer de la pensée unique c'était prendre le risque trop grand d'avoir raison tout seul, ce qui est bien moins confortable que d'avoir tort avec les autres. La pluralité de la presse devient illusoire et la reprise systématique sans vérification des dépêches des agences de presse par l'ensemble des journaux n'est malheureusement pas une caricature : Plusieurs journaux, mais souvent une seule source, peu de vérification, donc souvent une seule information.

Comme souvent l'exemple vient de l'Amérique, cette grande démocratie (je ne déconne pas) : le Watergate, l'Irangate...oui Monika aussi, si vous voulez. Comment la presse américaine bien moins complaisante que celle de notre pays, a-t-elle pu suivre sans broncher le discours officiel et gober le tissu de mensonges de l'administration Bush, même si on comprend que le traumatisme du 11/09 ait pu favoriser l'emballement et le manque de lucidité. Des armes de destructions massives introuvables, des liens entre Saddam et Ben Laden qui s'avèrent inexistantes et d'autres mensonges tout aussi grossiers ont mené les Etats Unis sur le chemin de la guerre avec l'aide d'une presse pas toujours innocente. Des mises en scène à la limite du grotesque, impensables dans le plus mauvais des James Bond, à se marrer comme une baleine s'il ne s'agissait pas de la guerre. Rappelez-vous, Colin Powell à l'ONU brandissant un flacon qu'il disait rempli d'anthrax fabriqué en Irak. Imaginez-vous un seul moment que l'on puisse entrer à l'ONU avec de l'anthrax ? Et si c'est possible, imaginez que ce con laisse tomber le flacon, non vraiment ça sentait le coup tordu à plein nez. Mais personne n'a trouvé cela étonnant. On peut malheureusement multiplier les exemples navrants : le sauvetage bidon du GI Jessica Lynch GI filmé caméra à l'épaule dans la plus pure tradition hollywoodienne est assez spectaculaire et significatif.

Quand le gouvernement de la première puissance mondiale qui est aussi une grande démocratie est capable des pires mensonges pour provoquer une guerre, quand le mensonge est docilement relayé par la presse complice ou crédule, quand on ment pour des choses aussi graves, on peut mentir et tromper pour n'importe quoi. Il n'y a plus de limite. Dans ces conditions, peut-on encore parler de démocratie ?

Alors mentir pour des broutilles comme les 35 heures, mentir pour les délocalisations, mentir pour le chômage, mentir pour les privatisations, à côté de la guerre en Irak, ce n'est même plus du mensonge, c'est juste un arrangement. La presse est-elle manipulée ou téléguidée, naïve ou trop docile, trompée ou complice ? Difficile à dire, mais elle relaie et amplifie le message, qu'il soit vrai ou faux. L'information est une arme et le pouvoir des médias est immense.

LA PRESSE SOUS PRESSION (Suite)



Les multinationales l'ont compris depuis longtemps et les grands patrons comme Dassault (presse écrite) Lagardère (radio, édition) ou Bouygues (télévision) n'investissent pas dans la presse par pur idéalisme ou par goût de l'information mais pour que les gens comprennent peu à peu la vérité du plus fort. La prise des médias n'est alors qu'une étape. Une façon de permettre au pouvoir économique de s'emparer peu à peu du pouvoir politique, comme Berlusconi en Italie ou les républicains avec Rupert Murdoch et Fox News aux Etats-Unis

La guerre de la désinformation est une réalité invisible, une arme pour façonner lentement mais sûrement les consciences, les rendre plus dociles. Répéter jour après jour la rengaine du libéralisme pour que chacun intègre bien que le salut se trouve dans la précarité devient peu à peu la réalité. Si les grands patrons investissent dans la presse, ce n'est pas parce que les journaux sont rentables, surtout en France, mais bien pour gagner la bataille du pouvoir. Par de petits commentaires anodins à la fin de chaque nouvelle qui sont autant de prise de position, par des interviews subtilement partiales, selon que l'on interroge un syndicaliste ou un chef d'entreprise, en réservant un traitement particulier aux conflits sociaux, en opposant grévistes et usagers, en prenant l'opinion à parti, en publiant des sondages pour étayer ses théories, la presse ouvre la voie aux ambitions à peine cachées des grands patrons casseurs de protection sociale et avides de profits rapides

Heureusement tout ne va pas aussi vite que le voudraient les nouveaux maîtres du monde. Les américains sortent peu à peu de leur torpeur (même si Bush reste très populaire) et on s'aperçoit que les Etats-Unis ne sont pas ce bloc monolithique que l'on décrit trop souvent. Ce sursaut est dû en grande partie à l'information non officielle, à des médias indépendants qui à force de ténacité ont su ouvrir la voie de la contestation, obligeant les grands quotidiens repentants à changer de discours. En France, la gueule de bois de l'après 21 avril, la politique de fer du gouvernement les exigences et le chantage d'une partie du patronat font que l'heure est encore à prendre des coups. Le bourrage de crâne quotidien des médias anticipe les souhaits des maîtres de forges. Le message subliminal de big Brother prône comme solution de tous nos malheurs la perte de nos acquis sociaux. La couverture par la presse de quelques délocalisations d'usine accompagne les revendications des patrons. On justifie, on explique aux gens le coût exorbitant du travail en France et l'obligation pour certains entrepreneurs de s'expatrier. Des esprits chagrins pourraient penser que ce phénomène qui a toujours existé est utilisé et gonflé pour appuyer des reculs sociaux et les rendre acceptables et nécessaires.

Personne ne s'émeut non plus des cadeaux fiscaux exorbitants consentis aux plus riches. Ce clientélisme au grand jour ne fait même pas les grands titres. Pire, les chômeurs sont maintenant responsables de leurs malheurs et montrés du doigt. Le grand sommeil. Pour l'instant, le ras le bol qui couve ne transpire nulle part. La presse se consacre de plus en plus au people et nous fait pleurer sur la triste de nos amis les stars.

Le journaliste serait témoin de son temps. Pourtant il lui arrive souvent de ne rien voir tellement il a le nez collé à l'événement. Il se dit objectif, mais c'est une illusion. Une illusion dangereuse ou un mensonge. La presse s'autoproclame impartiale et objective. Elle condamne les corporatismes, mais n'accepte aucune critique. Elle se plante à la Une et se corrige en dernière page. Elle garde toujours le dernier mot et accuse ses détracteurs de poujadisme. Sans tout remettre en cause, on est en droit de se poser des questions et de penser autrement : L'économie est-elle une science ? Le libéralisme est-il la seule issue ? Censure des journaux ou autocensure ? Et cette vérité journalistique qui serait intouchable comme un dogme ne finit-elle pas par devenir un concept fasciste ? Ce qui devient dangereux, c'est qu'il n'y a plus qu'une seule vérité, comme une religion, un Dieu unique. Il faut une presse libre, pour que la diversité existe à nouveau. La presse soi-disant libérée du pouvoir politique doit maintenant s'affranchir de ses liens trop étroits avec le monde de l'économie, des patrons et des financiers qui la font vivre. Il y a ceux qui font entendre leur différence, ceux qui risquent leurs vies mais encore trop de collabos et de moutons qui s'abritent derrière les héros.

Coluche revival

La majorité parlementaire est à la pêche aux voix. Plusieurs députés s'agitent et se démènent pour tenter de stopper l'hémorragie électorale. Et pour flatter les français dans le sens du poil dans le nez, rien ne vaut un bon thème bien de chez nous:

le pinard.

Pour aider les viticulteurs à sortir la tête de l'eau, justement que l'eau et le pinard ça fait pas bon ménage, il faut promouvoir ce bon produit bien français qui a fait la renommée de notre pays à travers le monde. Et la Grande découverte, c'est que le vin c'est bon pour la santé.

Ouais, Gééérrraard! Le pinard ça devrait être o-bli-ga-toire!!!

Voilà, il va falloir picoler pour éponger les excédents. On a un peu de mal à suivre avec la politique de sécurité routière mais nous sommes un peuple qui s'adapte vite.

Vive la France.

A peine 8% de travailleurs syndiqués en France.

Je sais que mes prises de positions radicales peuvent parfois choquer, mais fi des précautions d'usage, des périphrases et de l'enc..BBiiiPP (synonyme : pratique sexuelle contre nature) de mouche, je le dis tout net « faut se mettre à la place des patrons ».

Il se passe des choses graves dans notre beau pays et il est vraiment temps que l'ordre soit restauré au plus vite, avec sévérité si nécessaire.

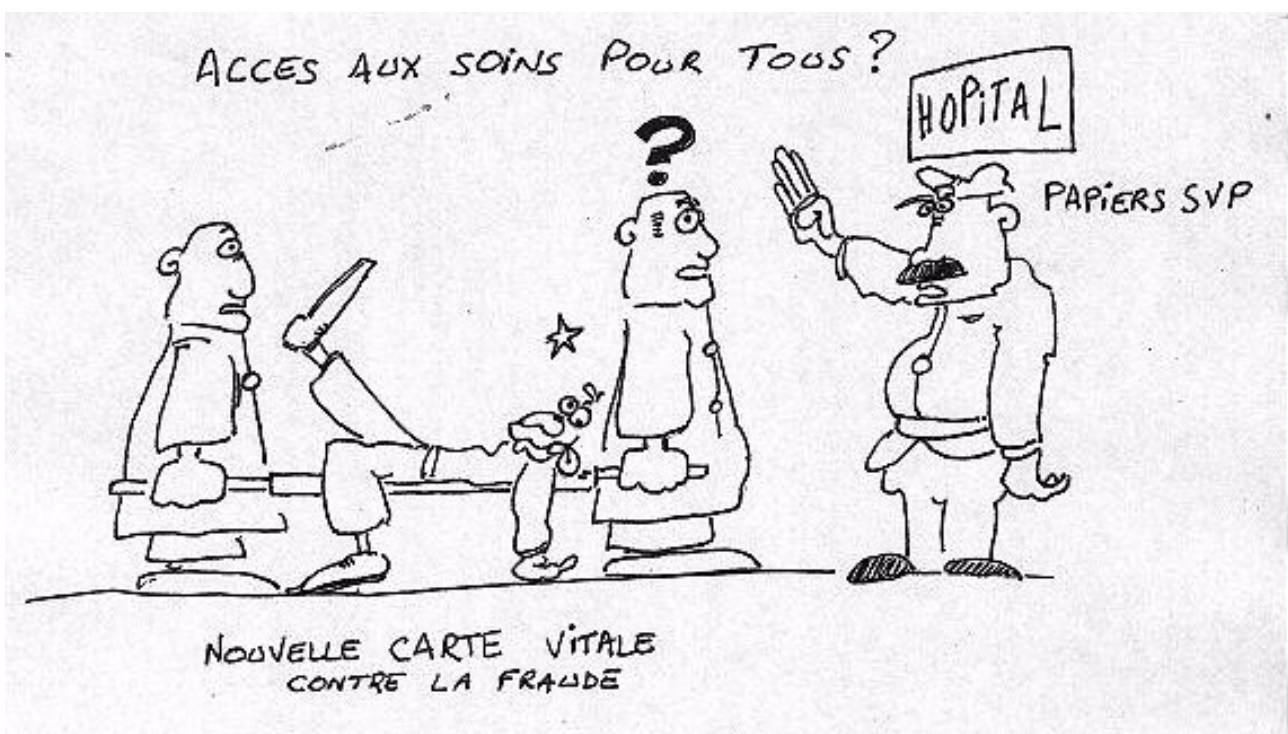
Nous avons déjà connu par le passé des affaires ô combien pénibles opposant des patrons avec des employés toujours à l'affût du moindre avantage. Des gens qui se permettaient par exemple, de voler des croissants rassis, incroyable, mais si, puisque je vous l'ai dit Madame. Mais là vraiment aujourd'hui, cela dépasse les bornes. Des caissières de supermarchés se sont permises de récupérer et parfois jusque dans les poubelles, des bons de réductions abandonnés par les clients pour s'en servir et acheter des produits à moindre coût. Des femmes qui sans nul doute, abusaient auparavant des pauses pipi et papotaient sans vergogne entre deux clients. Mais le stratagème a été découvert par la direction qui a mis fin à ce vol odieux de la manière la plus radicale en licenciant purement et simplement les dangereuses malfaitrices. Là où la racaille syndicaliste a été pratiquement éradiquée, où ne subsistent pour la forme que quelques représentants du personnel désignés d'office, il est réconfortant de voir que les vraies valeurs, l'honnêteté, le travail et la reconnaissance envers le patron, retrouvent un sens.

Le ministre de l'Economie Nicolas Sarkozy a assuré lors d'une visite à l'Ecole nationale des Impôts de Clermont-Ferrand, que pour les carrières, **"la stratégie du plus ancien dans le grade le plus élevé ayant fait le moins de choses possibles"** avait vécu.

Il paraît que Jacques Chirac n'aurait pas apprécié

Vendeurs de larmes

C'est une chose de culpabiliser les assurés sociaux, de claironner haut et fort que les français sont irresponsables et se gavent de médicaments. C'en est une autre de condamner les abus et de ramener l'industrie pharmaceutique dans le droit chemin. Ainsi en plein mois d'août, le prix de plusieurs médicaments a fortement augmenté. Le prix d'un traitement anti-tuberculeux a été multiplié par 10, rien que ça. Pas de commentaire au ministère de la santé, trop occupé à refourguer ses brumisateurs au marché noir. Si les français bouffent des psychotropes et des anti-anxiolytiques au petit dej, ce n'est certainement parce que ça a bon goût, mais pour supporter la vie de merde, le chômage, la précarité et l'avenir incertain et sombre promis à nos enfants. Quand l'industrie pharmaceutique augmente ses tarifs, la concurrence et la loi du marché ne s'exercent pas comme cela est prévu dans le système capitalisme. Entente ou pas, les dealers continuent de s'en mettre plein les poches.



Chacun pour soi et Dieu pour tous

Bonne idée de la formation professionnelle du Calvados. Afin d'éviter un long déplacement aux candidats au concours interne spécial de contrôleur, les épreuves se dérouleront à CAEN pour les agents du... Calvados. Les agents de la Manche et de l'Orne devront se rendre à Rouen. La demande n'aurait été faite que pour les seuls agents du Calvados. Ça a merdé. Dommage! Cherbourg Rouen, ça fait quand même 260 bornes et 3h 30 de route. En espérant que ce long voyage et la fatigue ne leur coûteront pas trop de points sur leurs résultats...et sur leurs permis !!

PATRONS FRANÇAIS : QUI PERD GAGNE

La lecture des rapports annuels consacrés aux rémunérations des patrons du CAC 40 montre que les PDG français se sont augmentés de 20 % en 2003 (la vie augmente que voulez-vous), pour atteindre une rémunération moyenne de 2,1 millions d'euros. Le nombre de stock-options attribuées a fortement progressé, de l'ordre de 50 %. Selon les patrons, le haut niveau des rémunérations s'expliquerait par l'existence d'un marché mondial du grand patron, et la concurrence des Américains, mieux payés. On ne peut être que *«très sceptique sur l'existence d'un tel marché à l'échelle internationale»*. Il n'y a en effet aucun exemple de PDG américain débauché par une entreprise française, ou vice-versa.

Autre évidence, ce n'est pas forcément la compétence qui est rémunérée. Le bonus des PDG, théoriquement indexé sur leur performance, ressemble bien souvent à une rémunération fixe qui ne dit pas son nom. En 2003, même les PDG du CAC 40 qui ont fait des pertes, y ont eu droit.

Ils étaient simplement intéressés non pas au résultat, mais à la réduction de la dette ou des coûts de leur entreprise...

Pour résumer : plus on licencie, plus le patron gagne.

Même abus avec les stock-options.

Ces produits financiers ont théoriquement pour objectif de récompenser les patrons qui font progresser leur titre.

En fait, c'est un jeu où l'on ne perd jamais.

Si le cours n'augmente pas, il n'y a rien à déboursier.

Et quand il progresse, la performance de l'entreprise n'y est pas forcément pour grand-chose.



Comme l'a montré la bulle boursière de la fin des années 90, où toutes les valeurs ont grimpé en même temps. Conséquence, certaines entreprises à l'étranger Daimler Chrysler, Crédit suisse et Microsoft abandonnent aujourd'hui les stock-options. Mais pas en France. Les PDG ont même profité de ce que les marchés étaient à leur plus bas début 2003, pour s'attribuer des options déjà rentables aujourd'hui (un million d'euros, en moyenne).

Les dirigeants de sociétés ont mis en place un jeu où ils gagnaient à tous les coups. Comment se fait-il alors que Nicolas Sarkozy pourfendeur de privilèges, héraut de la rémunération au mérite, celui qui au terme d'une lutte héroïque avec les patrons de la grande distribution a réussi à arracher une baisse des prix de 2%, ne s'attaque pas à cette injustice criante que constitue cette caste d'incapables auto satisfaits arrogants et donneurs de leçons.

Le président du Front National estime qu'aux élections régionales, son mouvement a été "victime du poids des naturalisés" dans le vote, ainsi que de "l'enseignement, antiraciste et antifasciste".

Enfin on ne pourra pas dire que l'école ne sert à rien.

CORRESPONDANTS

BAYEUX	Chantal LEPOULTIER et Jean René MELLION ;
CAEN Gambetta	Nadine GAUTIER et Gilles WOLFESPERGER ;
CAEN Délivrante	Chantal DETRAUX, Catherine MALAIS, Sophie TROUSSIER, Franck DERRI, et Michel BAUDOIN ;
FALAISE	Marc GAHERY et Jean-Christophe CAMAX ;
LISIEUX	Joël MAILLARD ;
PONT L'EVEQUE	Michèle HUET et Danièle MIGDAL ;
TROUVILLE sur MER	Franck BERHAULT ;
VIRE	Marie-Hélène DUFLOT ;

MEMBRES DU BUREAU

CAMAX Jean-Christophe,	Rédacteur de la <i>Courte</i> , en résidence à FALAISE;
CANTELOUP Florent,	secrétaire adjoint, suppléant au CHSDI, titulaire au CTPD, en résidence à CAEN DELIVRANTE;
CUSSET Christophe,	titulaire au CTPD, Webmaster www.snui.fr/14/ en résidence à CAEN Délivrante ;
FOURRE Fabrice	suppléant au CTPD, Co-coordonateur des CAPistes, en résidence à CAEN Délivrante
GAHERY Marc,	suppléant au CTPD, en résidence à CAEN Délivrante ;
GAUTIER Nadine,	titulaire au CDAS, en résidence à CAEN Gambetta ;
MAISONNEUVE Hélène,	Trésorière, suppléante CTPD, en résidence à CAEN Délivrante ;
MULLER Philippe-Frédéric	Secrétaire, titulaire au CTPD, Correspondant SOLIDAIRES, en résidence à CAEN Délivrante ;
TROUSSIER Sophie,	titulaire au CDASS, suppléante au CTP D, en résidence à CAEN Délivrante ;
VINCENDEAU Nathalie,	titulaire au CTPD, titulaire au CHSDI, en résidence à CAEN Délivrante ;
WILMORT William	Trésorier Adjoint, titulaire en CAP Nationale, en résidence à PONT-L'EVEQUE.
INTERVENANTS AU BUREAU	
CIMINO Alain,	Co-coordonateur des CAPistes, en résidence à BAYEUX ;
PATOU Laurent	Co-Webmaster www.snui.fr/14/ en résidence à CAEN Délivrante ;

UNE EQUIPE A VOTRE SERVICE, UNE INFO AU QUOTIDIEN

www.snui.fr/14/

Courriel : snui.calvados@dgi.finances.gouv.fr

Si vous souhaitez participer à *La Courte* ; envoyez vos articles, vos suggestions, vos réactions à J.C CAMAX, Centre des Impôts - Recette, Place Guillaume le Conquérant, 14700 FALAISE ;